

170, BOULEVARD DU MONTPARNASSE  
75014 PARIS - FRANCE  
TÉL 325-36-74  
C. C. P. 1248-74 PARIS

La Colombie est sans doute le pays où l'organisation paysanne est la plus forte du continent, surtout depuis la création, en 1970, de l'ANUC (Association Nationale des Usagers Paysans) regroupant quelques 800.000 membres dont un mouvement indien important (cf document DIAL D 186).

Ce n'est pas la première fois que des paysans écrivent une lettre ouverte au président de la République pour exposer publiquement leur situation (cf DIAL D 104). Mais cette fois, le ton se durcit.

(Note DIAL - 12/02/75)

LETTRE OUVERTE DE L'ASSOCIATION NATIONALE DES USAGERS  
PAYSANS (ANUC) AU PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE ET AUX  
AUTORITES COLOMBIENNES

Durant toute cette année écoulée, de graves événements se sont produits dans la province de Cauca. Ils prennent place dans la campagne organisée par la réaction terricienne et sont dirigés contre le mouvement paysan, en particulier les opérations de mobilisation de masse et l'organisation indienne. Plusieurs indigènes ont été sauvagement assassinés dans le but de ralentir la lutte pour la terre et les droits démocratiques; c'est ainsi que Gustavo Mejia a été assassiné chez lui, pour la seule raison qu'il soutenait la lutte pour la terre.

Les arrestations massives d'indiens ont été fréquentes. La vague de répression ne s'arrête pas pour autant et continue ouvertement de mettre à exécution ses plans sinistres. Elle bénéficie pour cela du soutien de personnalités marquantes de la politique nationale, comme par exemple le sénateur libéral Victor Mozquera Chaux, grand maître politique de Cauca qui, avec d'autres dirigeants des partis traditionnels, patronne les agissements des grands propriétaires contre le peuple.

Après que ces grands propriétaires aient réussi à semer un climat d'insécurité dans la population avec leurs bandes d'hommes de main, ils parviennent cyniquement à faire que les autorités placent la région indienne sous contrôle militaire et nomment des administrateurs militaires, non pour ouvrir des enquêtes sur les crimes des grands propriétaires envers les indiens et ceux qui manifestent leur sympathie au mouvement indigène, mais pour mener à bonne fin le plan de liquidation des organisations indiennes et de leurs luttes pour la récupération des terres volées par les grands propriétaires de Cauca.

Aussitôt après la vague d'assassinats de camarades, on a mis sous surveillance les autres éléments actifs et on a commencé à fichier comme éléments dangereux les gens qui ne soutiennent pas la répression du mouvement indien. C'est ce qui est arrivé à Jairo Alfonso Gamboa, une personnalité de Toribío qui, bien que non participant actif au mouvement indien mais non opposant, s'était lié d'amitié avec les indigènes.

Aux yeux des grands propriétaires de Cauca, une telle attitude leur est apparue suspecte parce qu'elle entravait leurs plans. Ils ont fait pression pour qu'il soit démis de sa charge, mais ils n'y sont pas parvenus. Ils l'ont alors fait arrêter une deuxième fois en l'accusant de choses fausses, vénales et contradictoires, afin de le traduire en justice pour assassinat. Arrêté, il a été incarcéré à Santander de Quilichao.

Plusieurs paysans et indiens sont actuellement en détention. Des cas de torture ont été signalés. Même la simple opposition électorale est considérée comme suspecte et, pour cette raison, un conseiller municipal de l'opposition, membre de la UNO, est allé en prison. Tout cela a pour but de peser sur la lutte des indiens et sur l'Assemblée régionale indigène de Cauca (CRIC).

Les fausses accusations destinées à l'ouverture de procès pour des délits qui n'ont jamais existé, ne feraient nullement problème pour ceux qui peuvent prouver leur innocence, si elles n'étaient accompagnées de menaces de mort de la part des grands propriétaires. C'est ce qui s'est produit pour Jairo Gamboa et, par suite de la duplicité d'autorités corrompues, s'est concrétisé dans le cas de Gustavo Mejia et des indiens assassinés tout au long de l'année. La vie est en danger pour ceux qui ne se conforment pas aux sinistres projets des grands propriétaires et des chefs politiques.

Le nombre des camarades du mouvement paysan assassinés est important. Depuis que l'ANUC a développé la lutte pour la terre et pour la suppression des formes esclavagistes de production comme le fermage, des milliers de paysans sont passés par la prison, alors que la réforme agraire a été promise par l'Etat.

Dernièrement à San Pedro (Sucre), une mobilisation des masses a désarmé un groupe d'hommes de main à la solde des grands propriétaires de la région, du propriétaire Botero en particulier, possesseur de la hacienda El Copey au sujet de laquelle les paysans se battent depuis quatre ans. Le groupe a été livré par les paysans aux autorités judiciaires qui, presque aussitôt, l'ont remis en liberté, donnant ainsi la preuve de leur complicité. La démystification du propriétaire Botero a été telle qu'il s'est résolu à céder une partie de ses terres aux paysans afin de dissimuler de la sorte ses forfaits.

On pourrait citer d'innombrables cas semblables de répression. Le gouvernement central a été mis au courant de tous ces événements, mais il se garde d'aller plus loin que la promesse d'une "enquête détaillée" jamais ouverte; mais par contre il laisse faire les projets criminels des grands propriétaires et de leurs hommes politiques.

Ce qui se passe dans la province de Cauca n'est que la répétition de ce qu'ont fait les grands propriétaires et les autorités contre le mouvement indien dirigé par Quintín Lame, lequel a été emprisonné plus de cent fois et mérité la haine de dirigeants politiques connus au service des grands propriétaires qui ont manigancé plusieurs tentatives d'assassinat.

Tous les secteurs populaires et démocratiques doivent dénoncer les sinistres projets de la réaction terrienne dans la province de Cauca et dans l'ensemble du pays, afin d'empêcher qu'ils ne soient sournoisement menés à bien. Malgré les nombreuses accusations portées contre le sénateur Victor Mozquera Chaux et contre plusieurs grands propriétaires, aucun d'eux n'a fait l'objet d'une enquête de la part des autorités. Bien au contraire, les autorités s'empressent d'agir contre les indiens et contre ceux qui se refusent à faire le jeu de la répression.

Bogotá, le 12 décembre 1974

Association Nationale des Usagers  
Paysans de Colombie

le Comité Exécutif

Noel Montenegro  
président

Victor Felix Pastrana  
secrétaire national

(Traduction DIAL - En cas de reproduction, nous vous serions obligés d'indiquer la source DIAL)